



Baromètre « Les Français et l'accession à la propriété »

Vague 10

Enquête Ifop pour CAFPI

N° 118785

Contacts Ifop :

Romain Bendavid / Chloé Tegny

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Mai 2022

1 | La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop pour CAFPI

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1504** Français âgés de 25 à 65 ans, représentatif de la population française.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 17 mai 2022.

Rappel méthodologique de la vague 1 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2001 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 10 au 16 juin 2015

Rappel méthodologique de la vague 2 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2002 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 27 mai au 2 juin 2016.

Rappel méthodologique de la vague 3 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2006 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 10 au 16 février 2017.

Rappel méthodologique de la vague 4 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1001 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 2 au 5 octobre 2017.

Rappel méthodologique de la vague 5 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2011 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 15 au 20 mars 2018.

Rappel méthodologique de la vague 6 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2003 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 19 au 21 septembre 2018.

Rappel méthodologique de la vague 7 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1506 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 9 au 13 mars 2020.

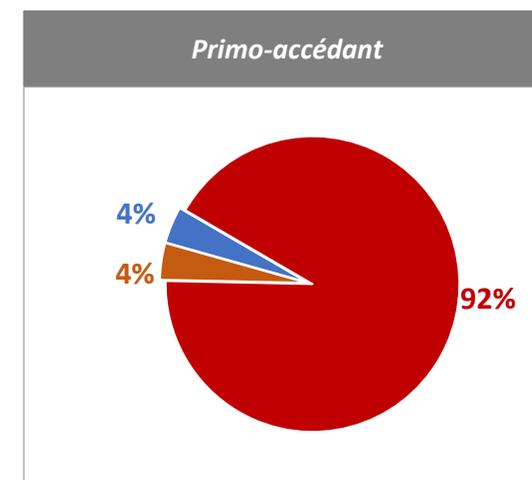
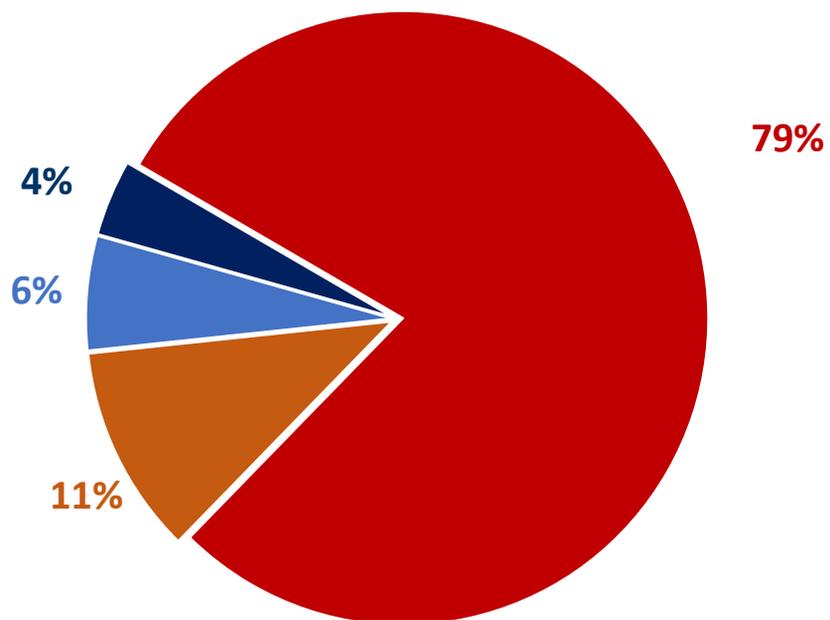
Rappel méthodologique de la vague 8 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1503 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 9 au 16 mars 2021.

Rappel méthodologique de la vague 9 : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1507 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 21 au 24 septembre 2021.

2 | Les résultats de l'étude

A | Le moral des Français

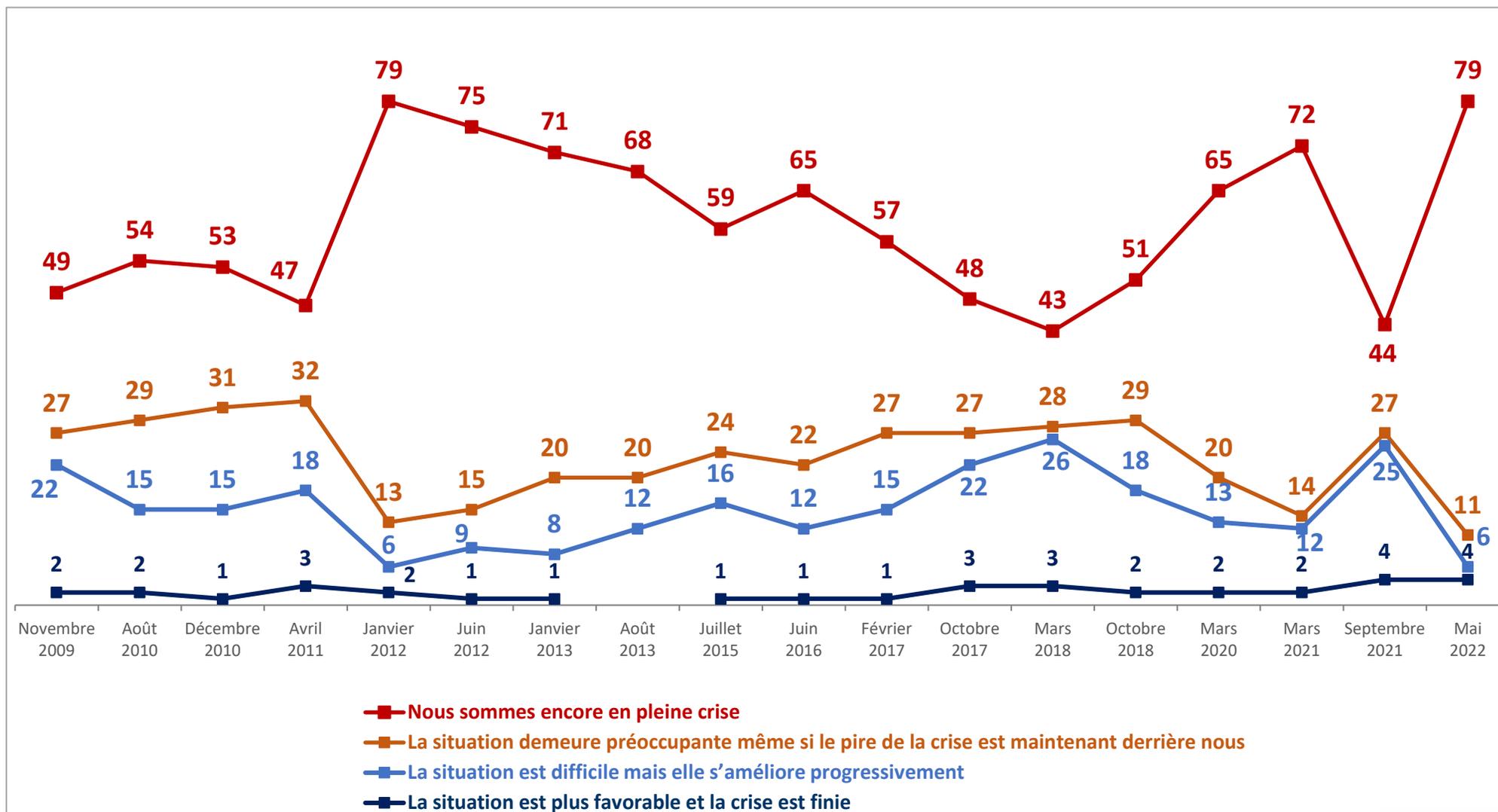
QUESTION : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



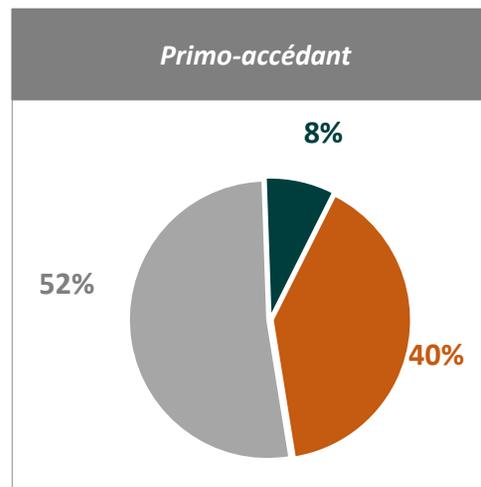
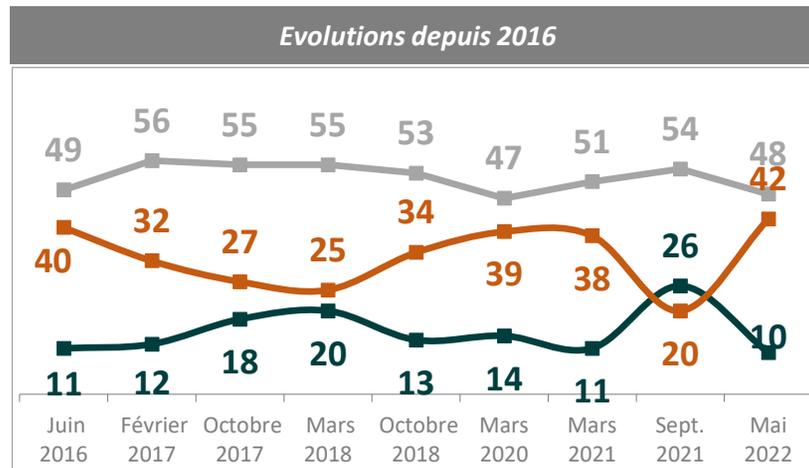
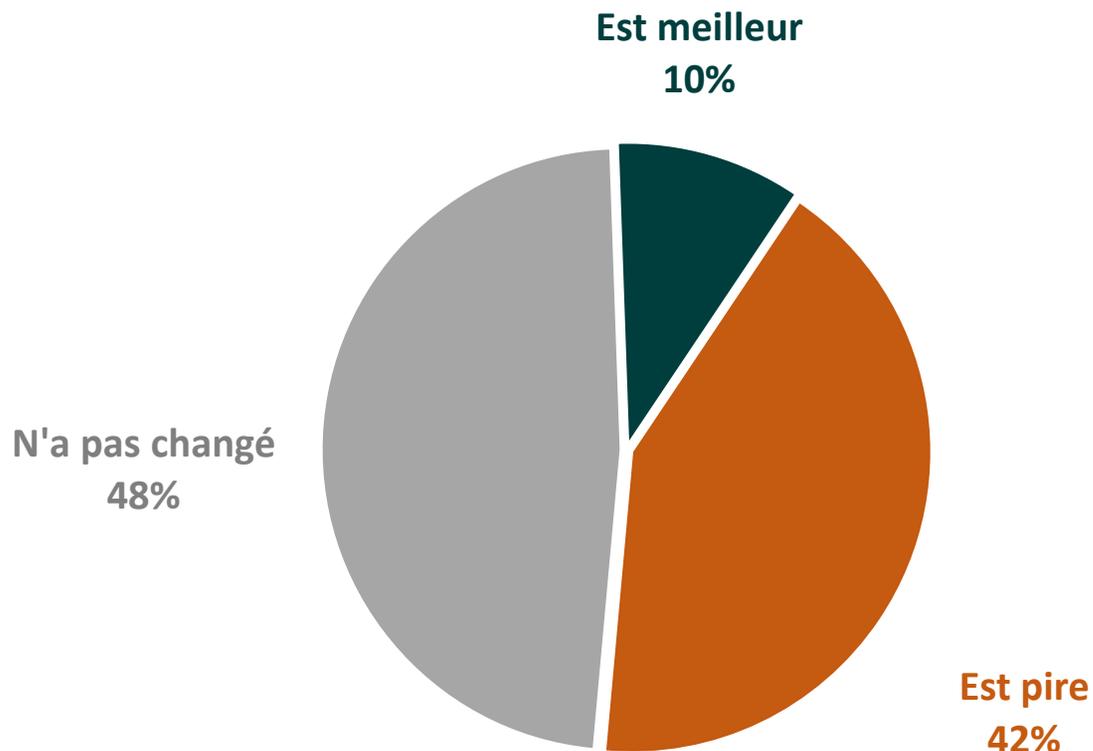
- Nous sommes encore en pleine crise économique
- La situation demeure préoccupante même si le pire de la crise économique est maintenant derrière nous
- La situation est difficile mais elle s'améliore progressivement
- La situation est plus favorable et la crise économique est finie

QUESTION : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?

Avant 2016, enquêtes menées auprès d'échantillons de 18 ans et plus

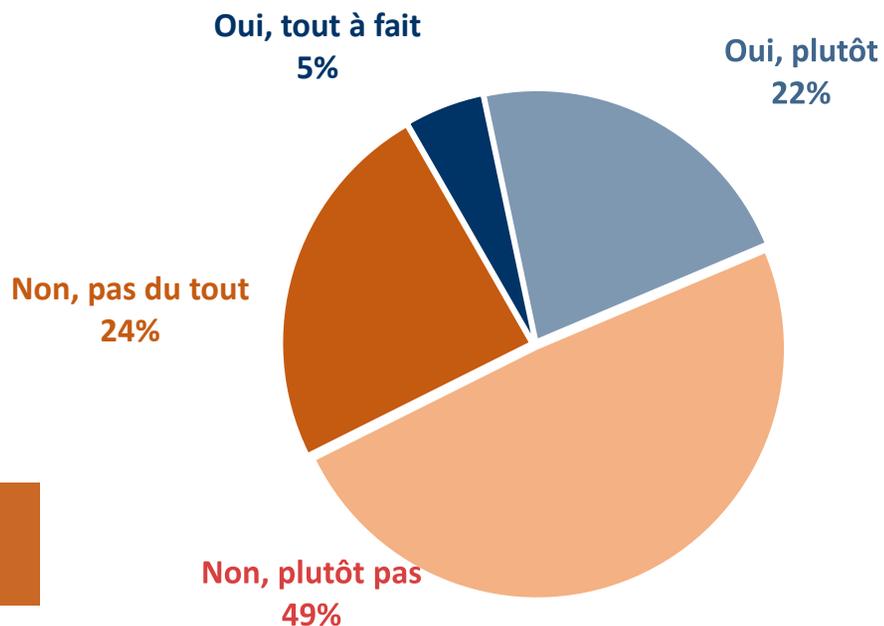


QUESTION : Par rapport à l'année dernière, diriez-vous que votre état d'esprit général ... ?



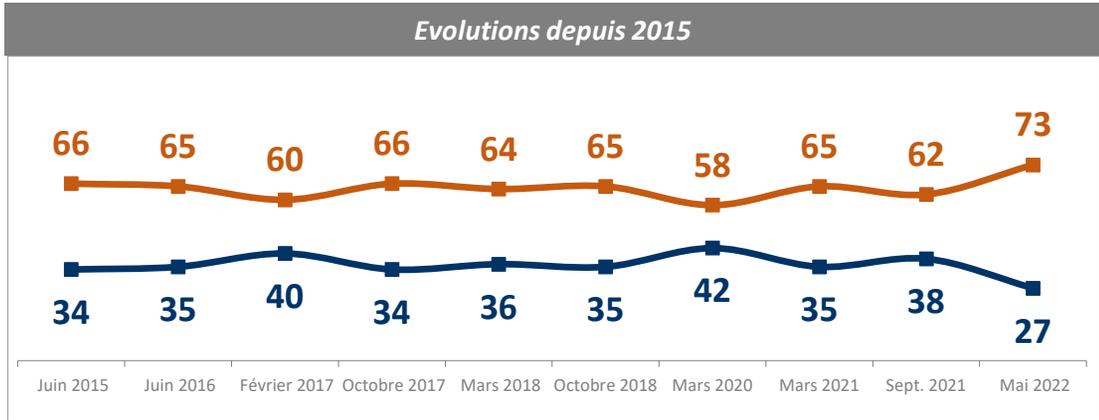
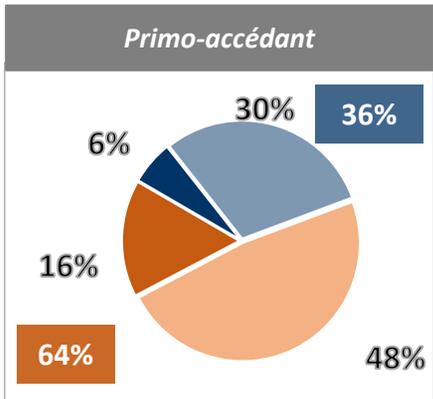
B | Le marché de l'immobilier en 2021

QUESTION : Selon vous, est-il aujourd'hui facile de devenir propriétaire ?



TOTAL Oui
27%

TOTAL Non
73%

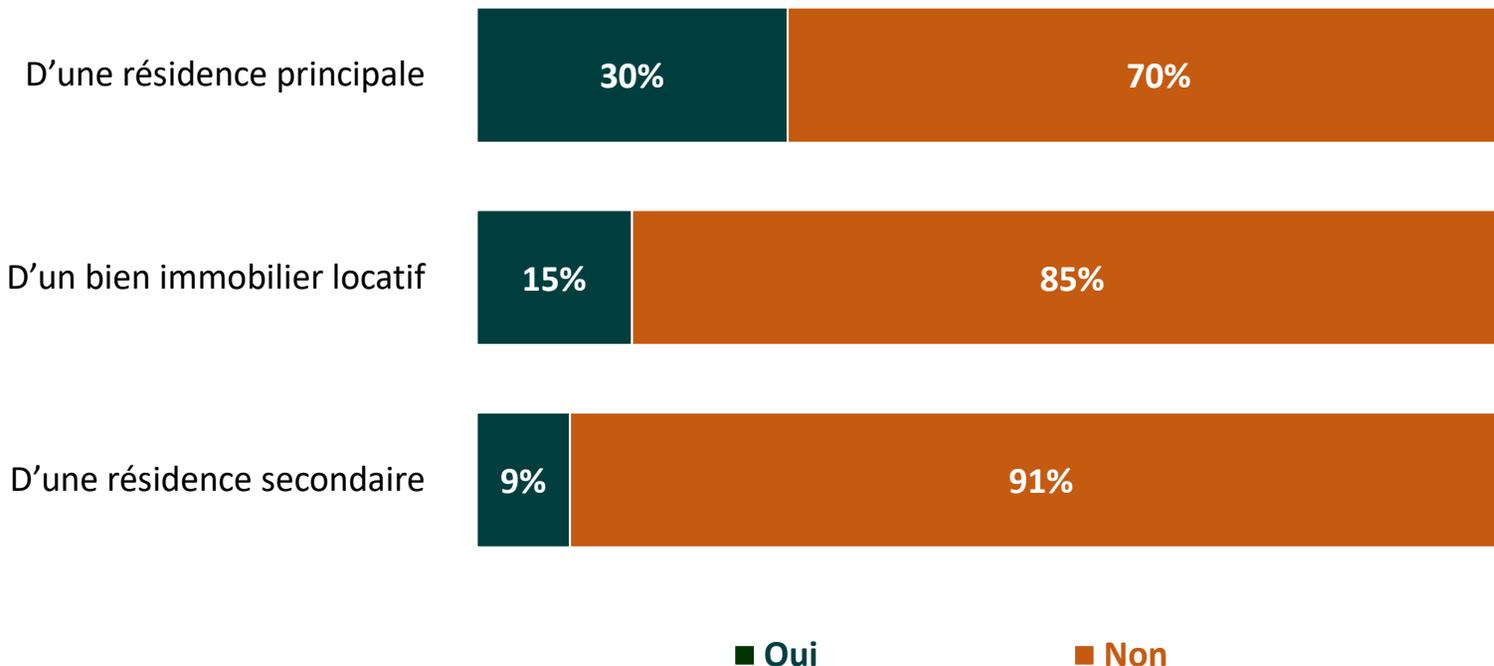


QUESTION : Avez-vous l'intention au cours des 5 prochaines années, de devenir propriétaire ... ?

- Ensemble Mai 2022 -

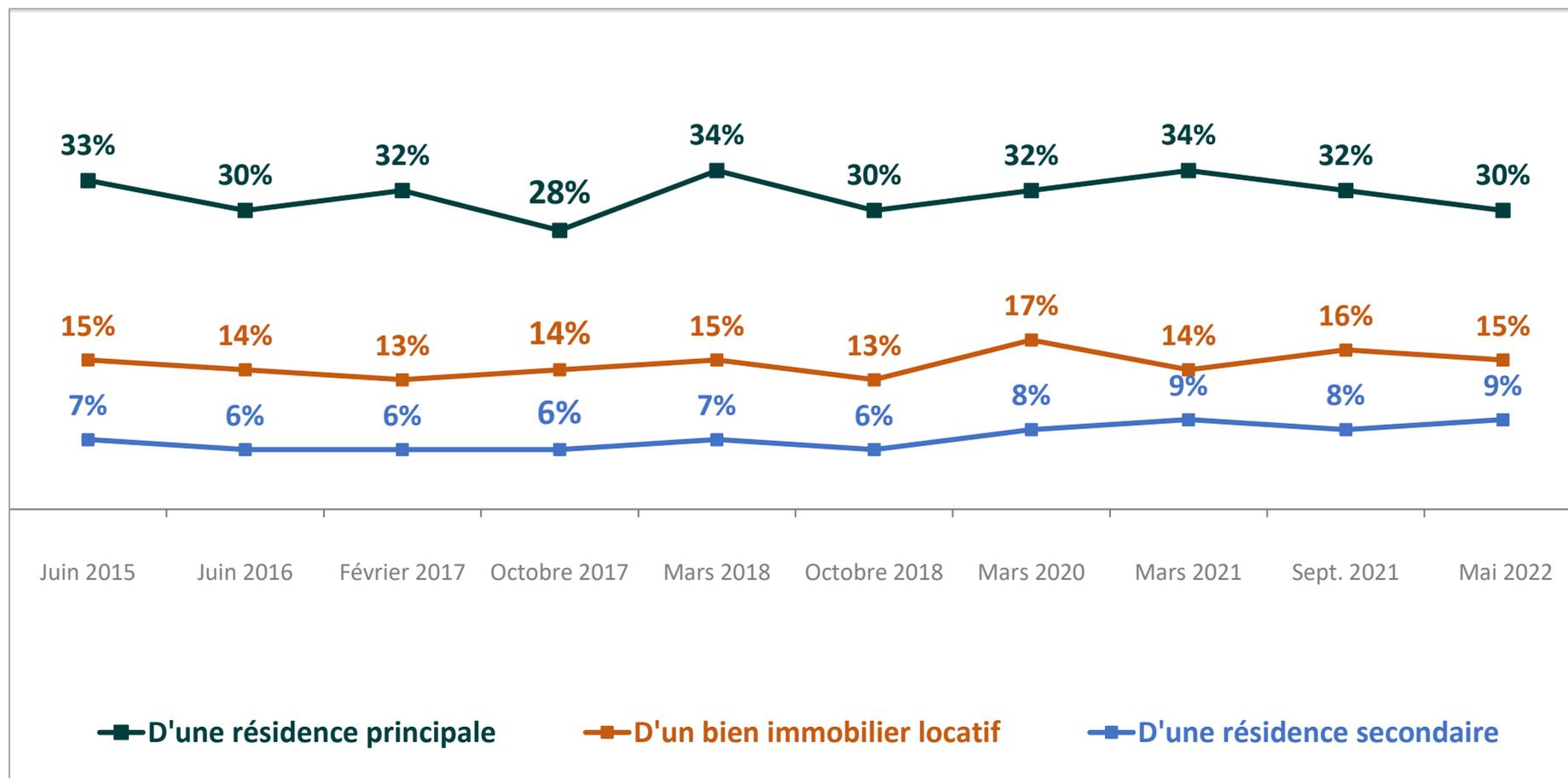
**- Récapitulatif -
A l'intention de devenir propriétaire
d'au moins un bien immobilier
41%
(rappel Septembre 2021 : 44%)**

- ▲ 25 à 34 ans (64%)
- ▲ Cadres (55%)
- ▲ Avec enfant(s) (51%)
- ▲ 4000 euros et plus de revenus nets mensuels (54%)

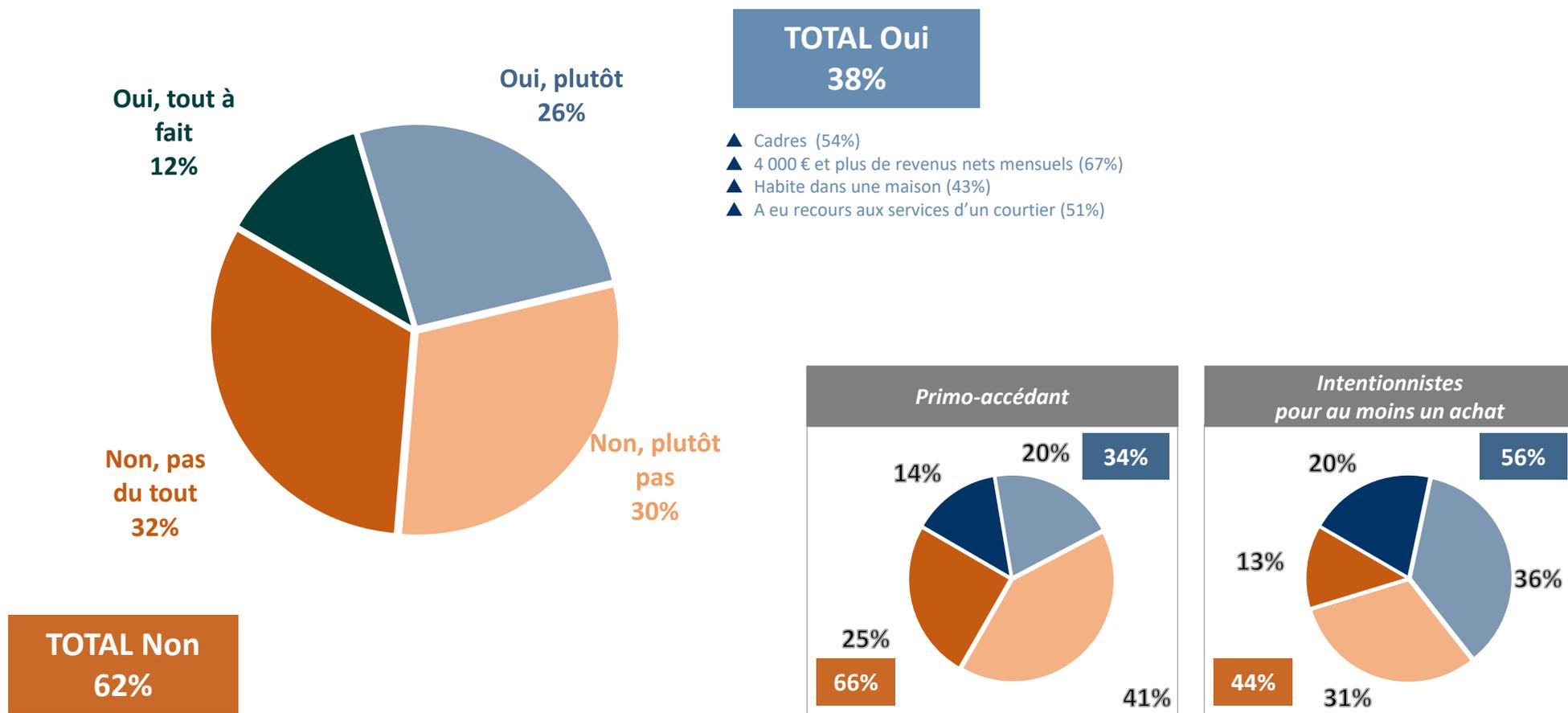


QUESTION : Avez-vous l'intention au cours des 5 prochaines années, de devenir propriétaire ... ?

- Récapitulatif : Oui -

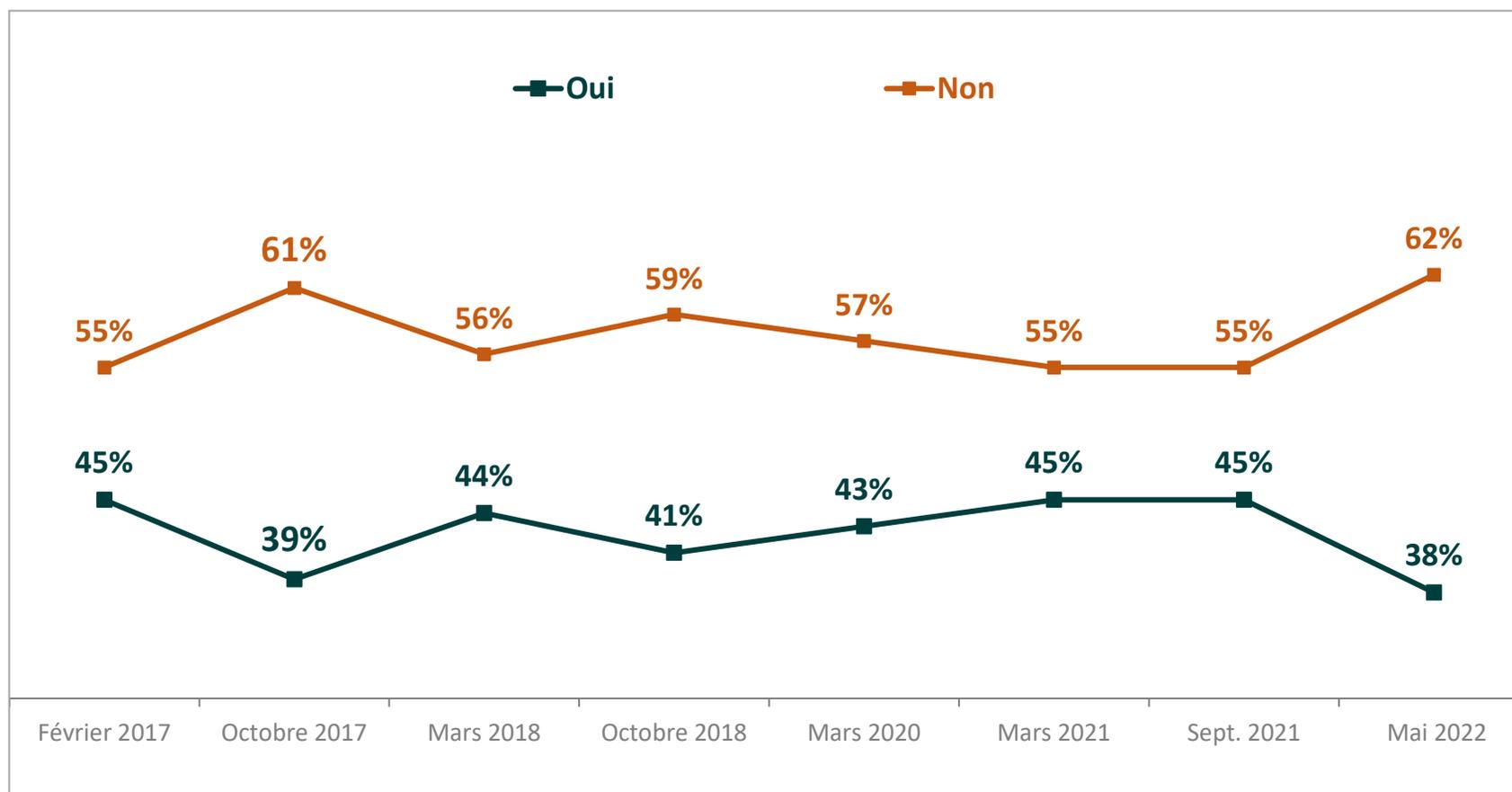


QUESTION : Pensez-vous avoir actuellement les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier, que ce soit en finançant vous-même la totalité de cet achat ou en ayant recours à un prêt ?

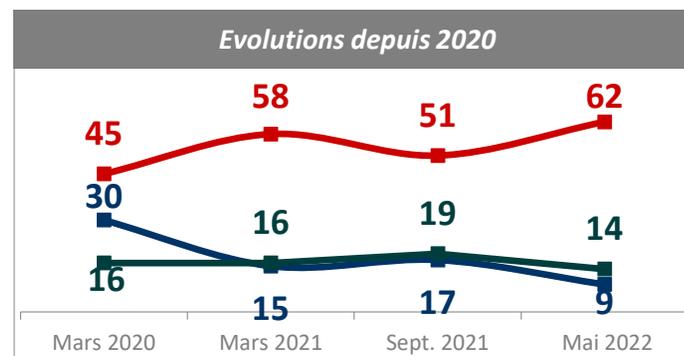
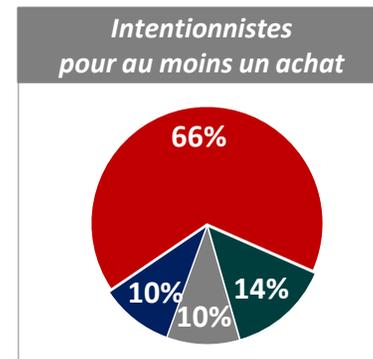
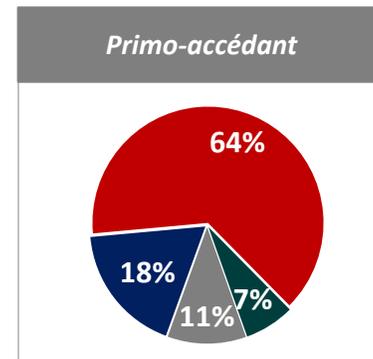
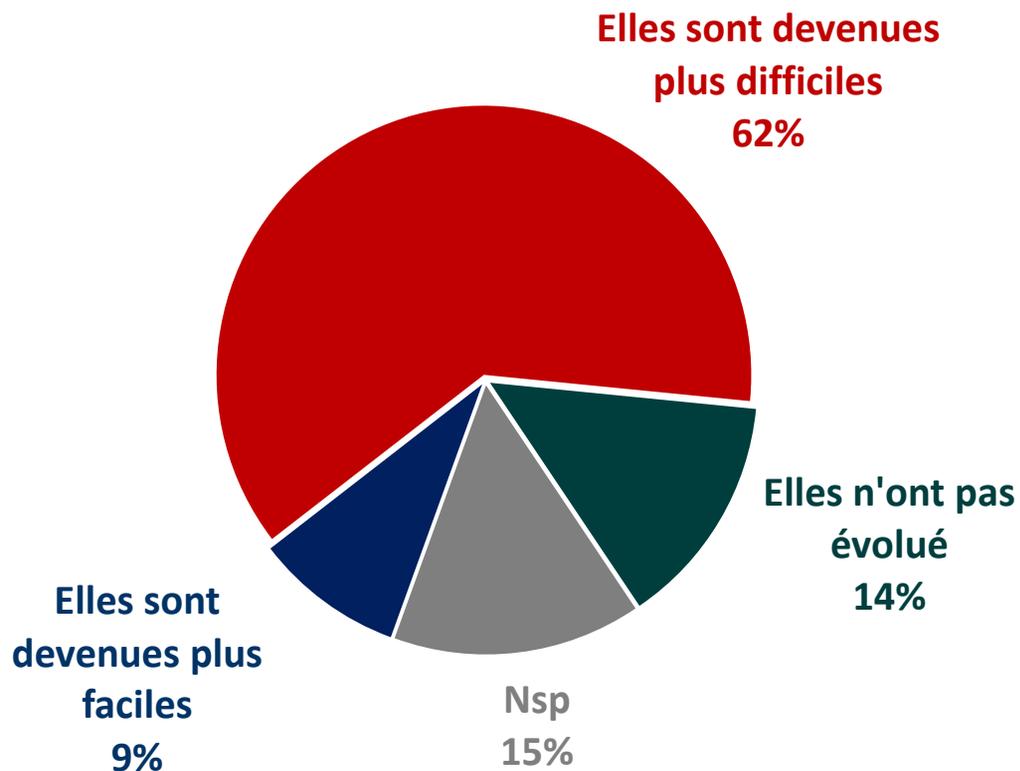


QUESTION : Pensez-vous avoir actuellement les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier, que ce soit en finançant vous-même la totalité de cet achat ou en ayant recours à un prêt ?

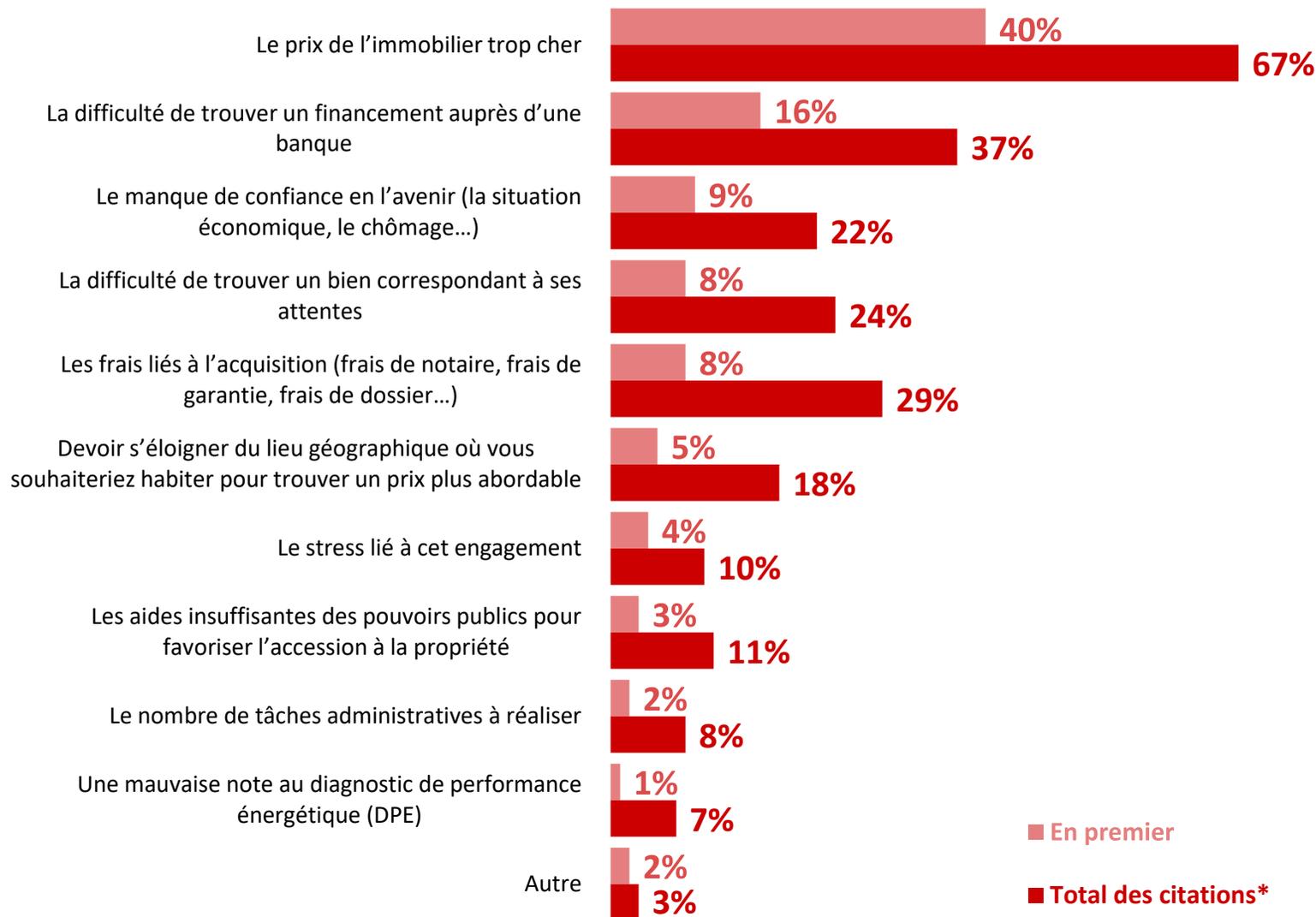
- Evolutions depuis février 2017 -



QUESTION : Dans le cadre d'un achat immobilier, diriez-vous que les conditions d'obtention d'un crédit au cours des dernières années sont devenues plus faciles ou plus difficiles ?



QUESTION : En dehors des aspects financiers, quels sont selon vous les trois principaux freins qui empêchent de devenir propriétaire ? En premier ? Et ensuite ?

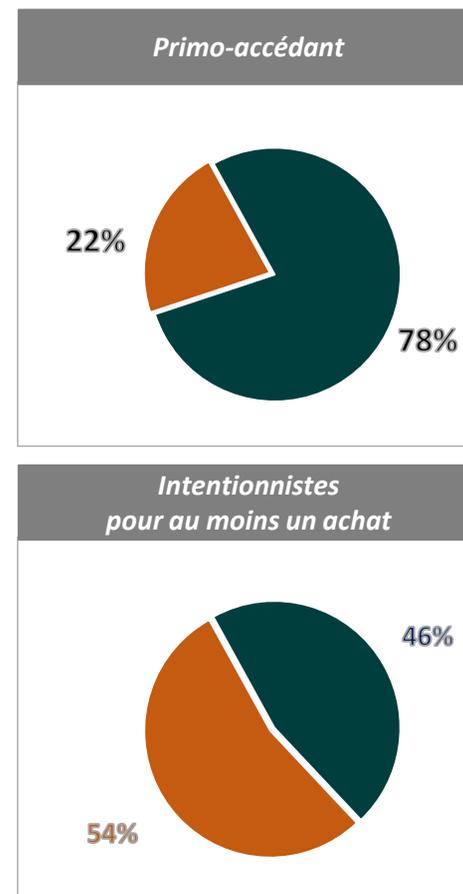
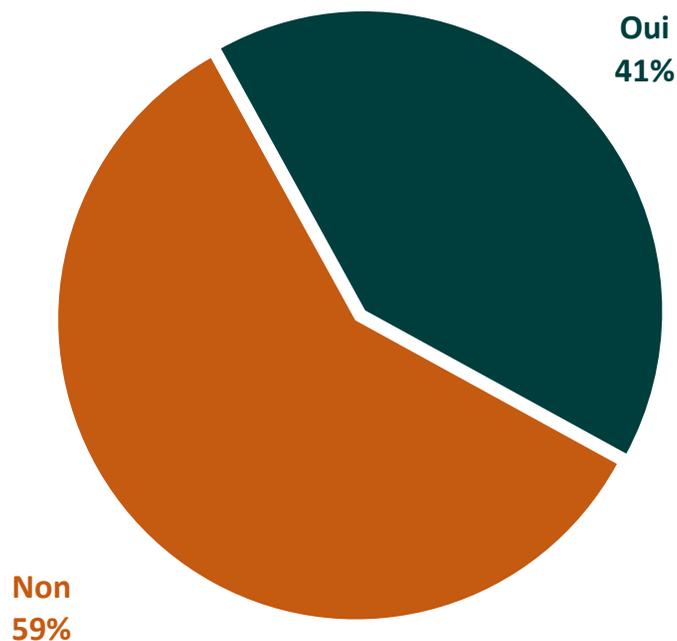


Rappels « Total des citations »				
Jun 2015	Jun 2016	Octobre 2018	Mars 2021	Sept. 2021
55	55	56	58	66
43	40	33	36	37
37	35	28	31	26
35	37	36	28	25
20	20	24	26	32
14	15	15	18	21
13	13	17	14	9
8	11	12	10	13
7	8	8	9	9
Non posé	Non posé	Non posé	Non posé	Non posé
3	4	3	3	2

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

QUESTION : Avez-vous un crédit immobilier en cours ou avez-vous l'intention de recourir à un crédit immobilier dans les 6 prochains mois ?

NOUVELLE
QUESTION

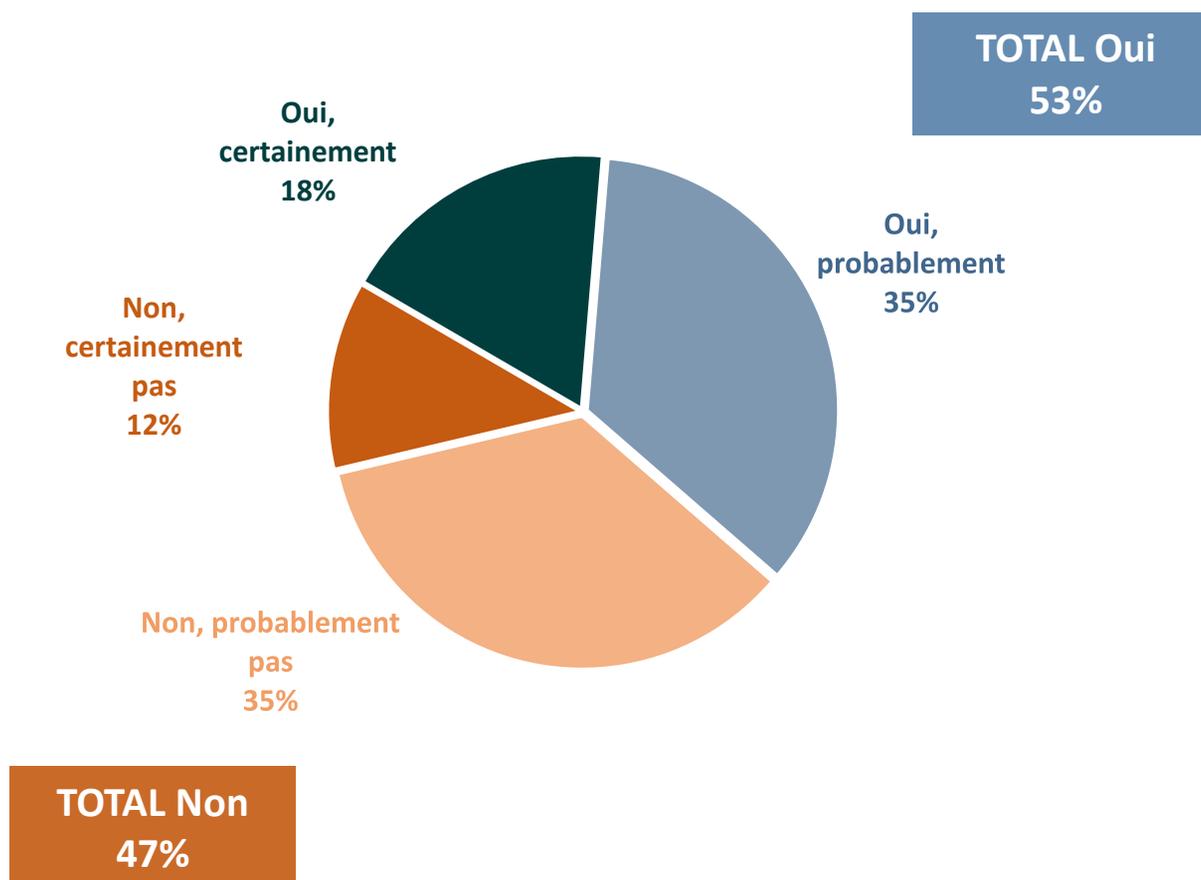


Remise à niveau : A partir du 1er juin 2022, il sera possible, pour les emprunts immobiliers contractés après cette date, de résilier à tout moment et sans frais son contrat d'assurance emprunteur. Cette loi sera applicable également aux emprunts en cours à compter du 1er septembre 2022.

QUESTION : L'entrée en vigueur de cette loi est-elle susceptible de vous inciter à réaliser les démarches pour changer votre assurance emprunteur ?

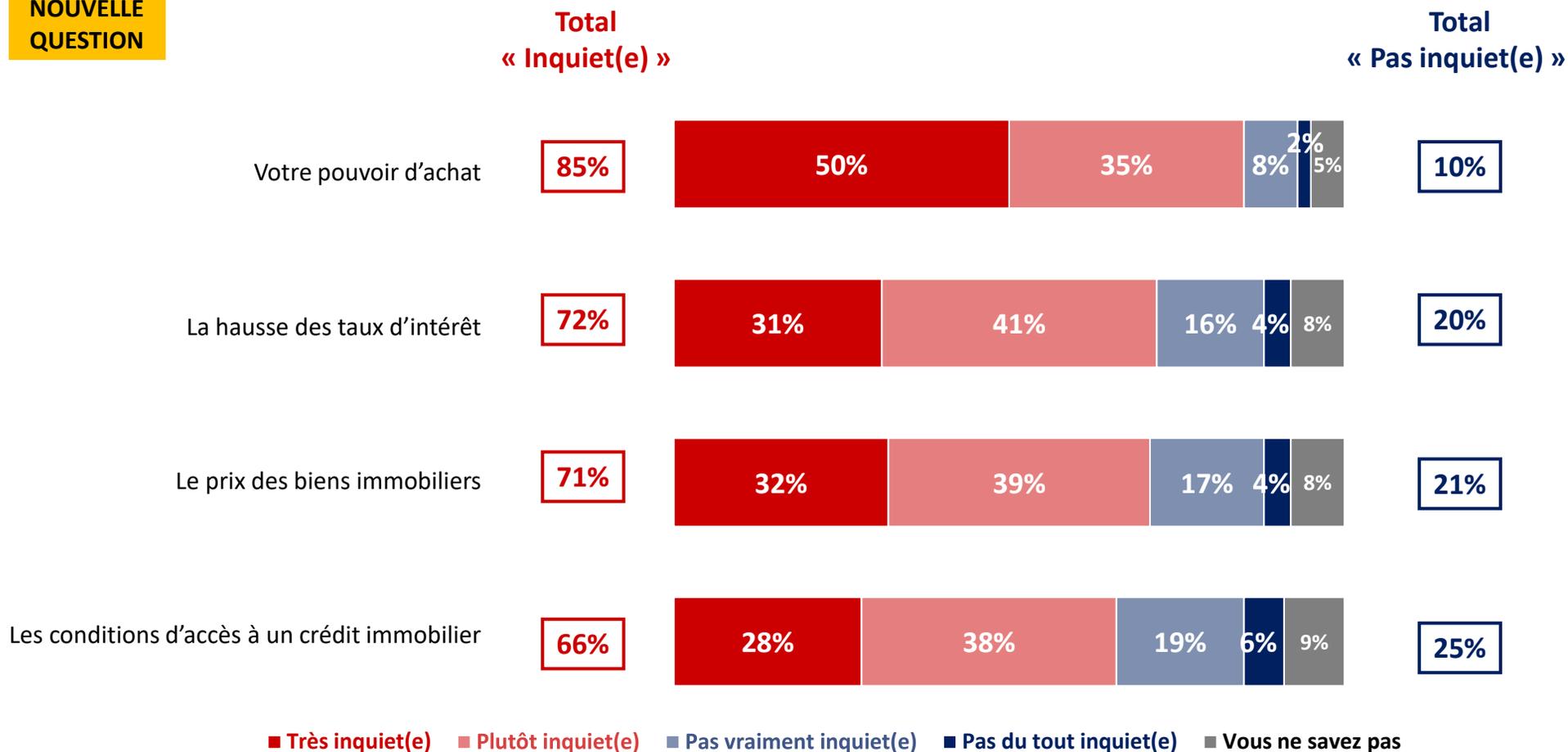
NOUVELLE QUESTION

Base : Question posée uniquement à ceux ayant un crédit immobilier en cours ou ayant l'intention de recourir à un crédit dans les 6 prochains mois, soit 41% de l'échantillon



QUESTION : L'inflation (la hausse des prix) se situe actuellement à un niveau autour de 4.5% en France. Êtes-vous personnellement inquiet(e) ou pas inquiet(e) par ce niveau d'inflation (la hausse des prix) pour les éléments suivants ?

NOUVELLE QUESTION



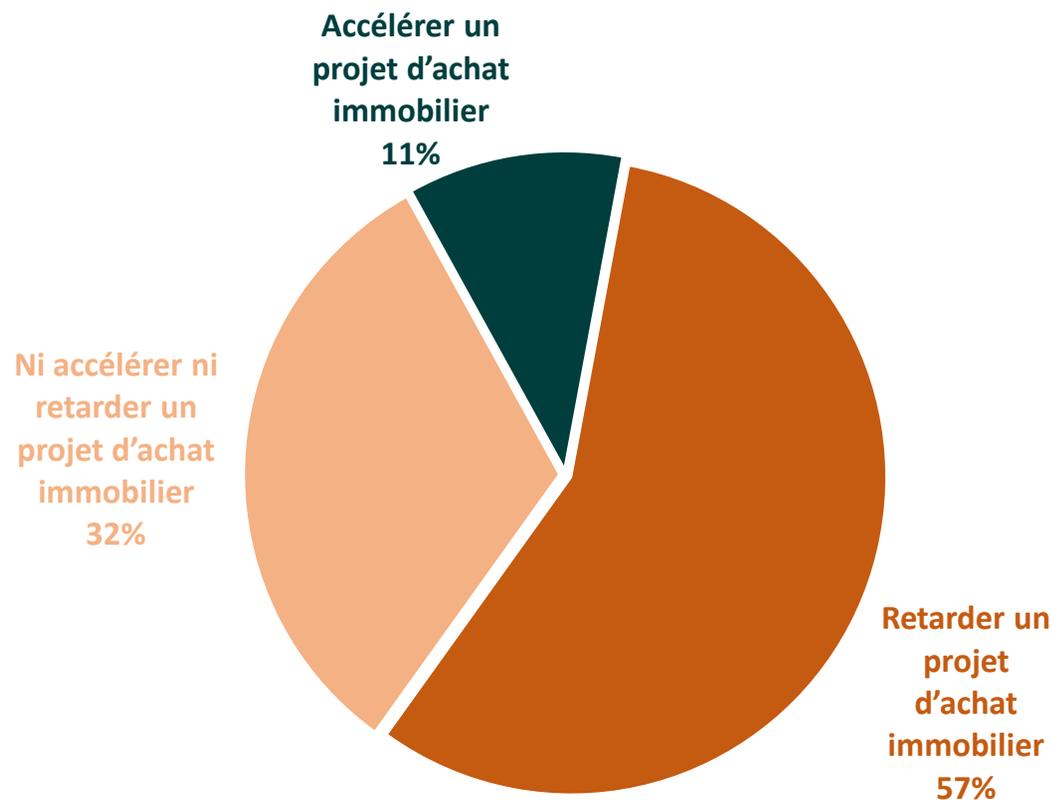
Récapitulatif



QUESTION : Le niveau d'inflation actuel est-il susceptible d'accélérer ou de retarder un projet d'achat immobilier ? Le niveau d'inflation actuel pourrait...

**NOUVELLE
QUESTION**

Base : Question posée uniquement à ceux ayant l'intention d'acheter un bien immobilier dans les 5 prochaines années, soit 41% de l'échantillon

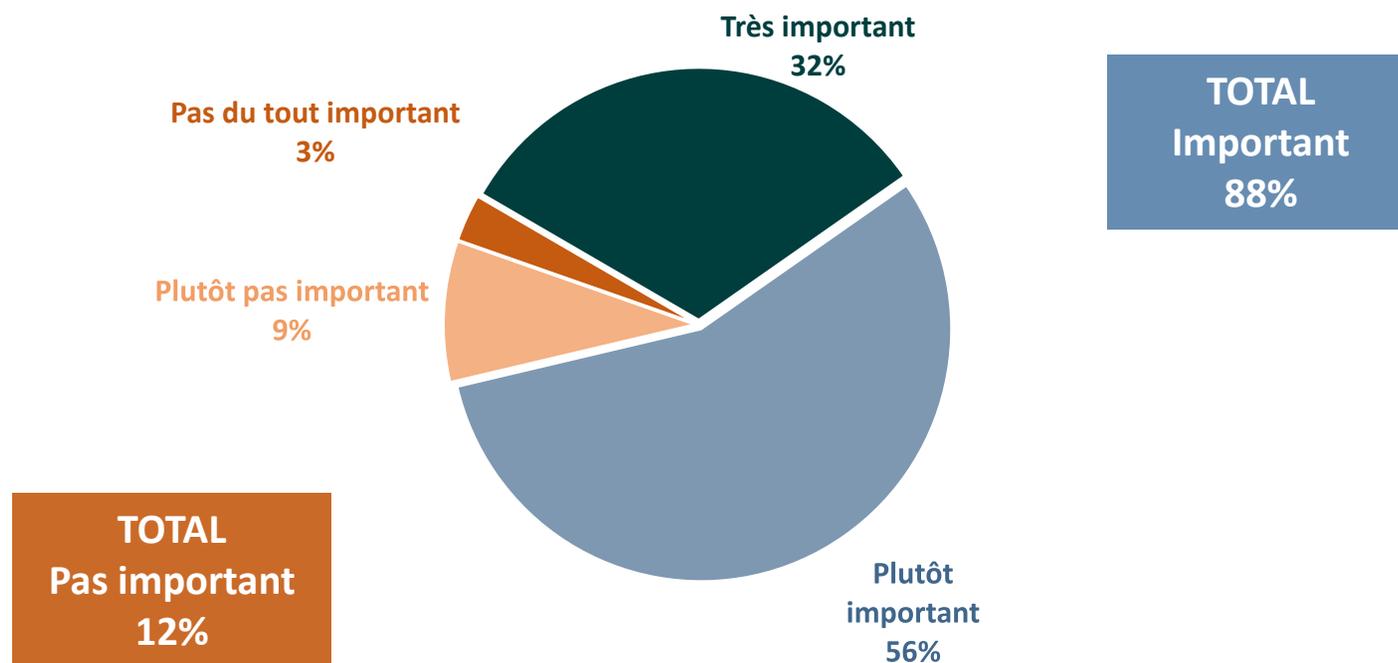


Remise à niveau : Le Diagnostic de Performance Energétique (DPE) est une évaluation de de la performance énergétique d'un logement réalisée par un professionnel. Le DPE est obligatoire pour toute vente ou location de maison ou appartement. En outre, la loi Climat et Résilience adoptée en août 2021 rend les DPE obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier. De plus en plus de banques conditionnent l'octroi d'un prêt à cette évaluation. L'évaluation comprend : les caractéristiques du logement, l'état des systèmes de chauffage fixes et de climatisation, la valeur isolante du logement et sa consommation d'énergie potentielle.

QUESTION : Le Diagnostic de Performance Energétique (DPE) représente-t-il un critère important ou pas important dans le choix d'un bien immobilier ?

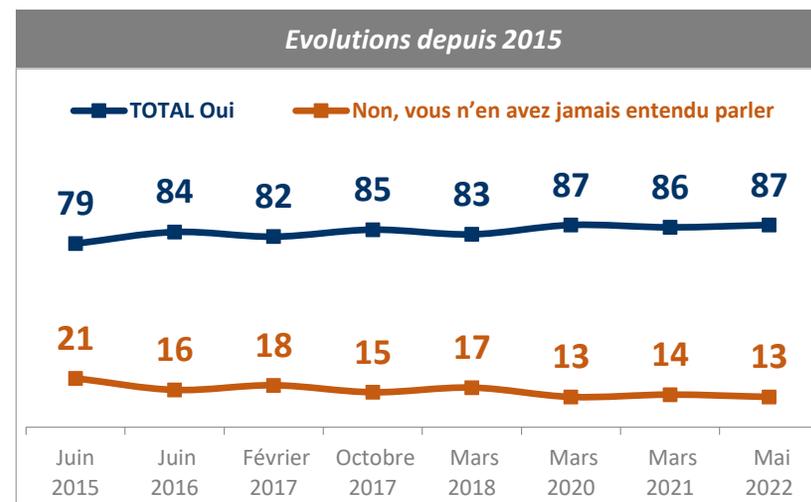
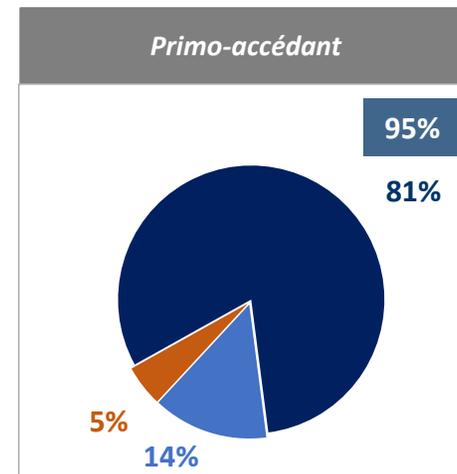
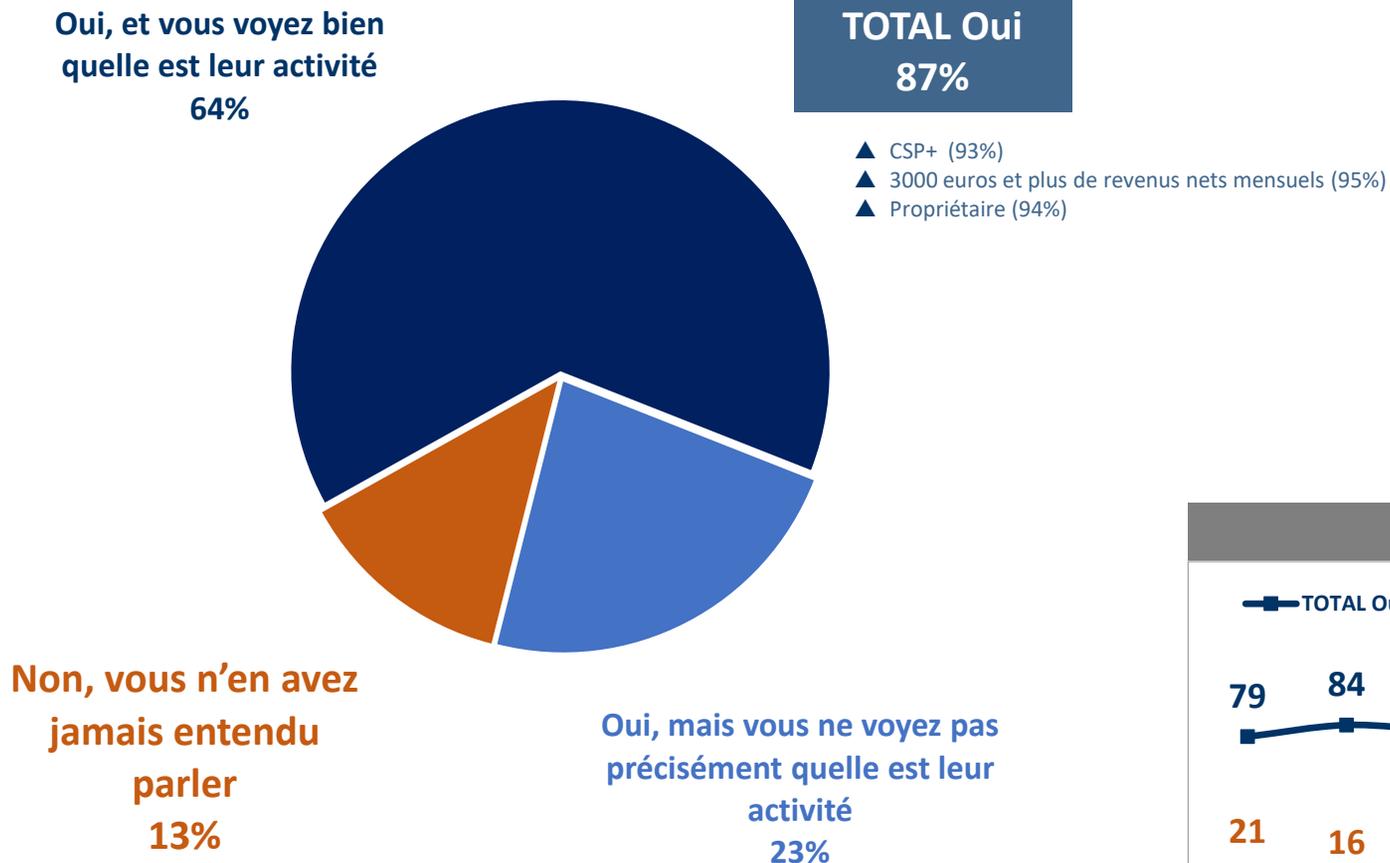
NOUVELLE QUESTION

Base : Question posée uniquement à ceux ayant l'intention d'acheter un bien immobilier dans les 5 prochaines années, soit 41% de l'échantillon



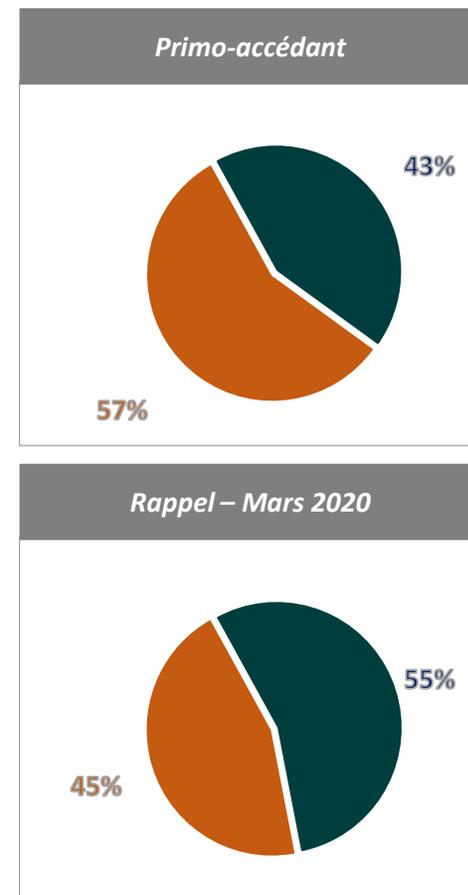
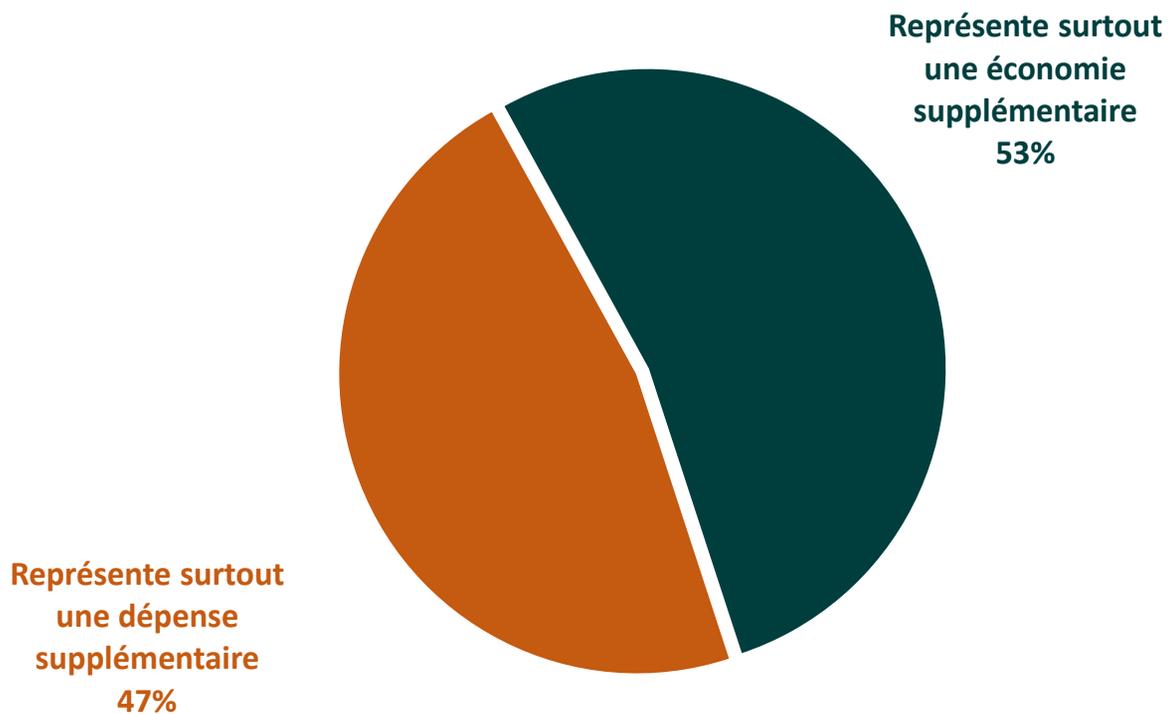
C | La notoriété et l'image de l'activité des courtiers en prêts immobiliers

QUESTION : Aviez-vous déjà entendu parler des courtiers en prêts immobiliers ?



QUESTION : Dans le cadre de l'achat d'un bien immobilier, diriez-vous que le fait d'avoir recours aux services d'un courtier en prêts immobiliers... ?

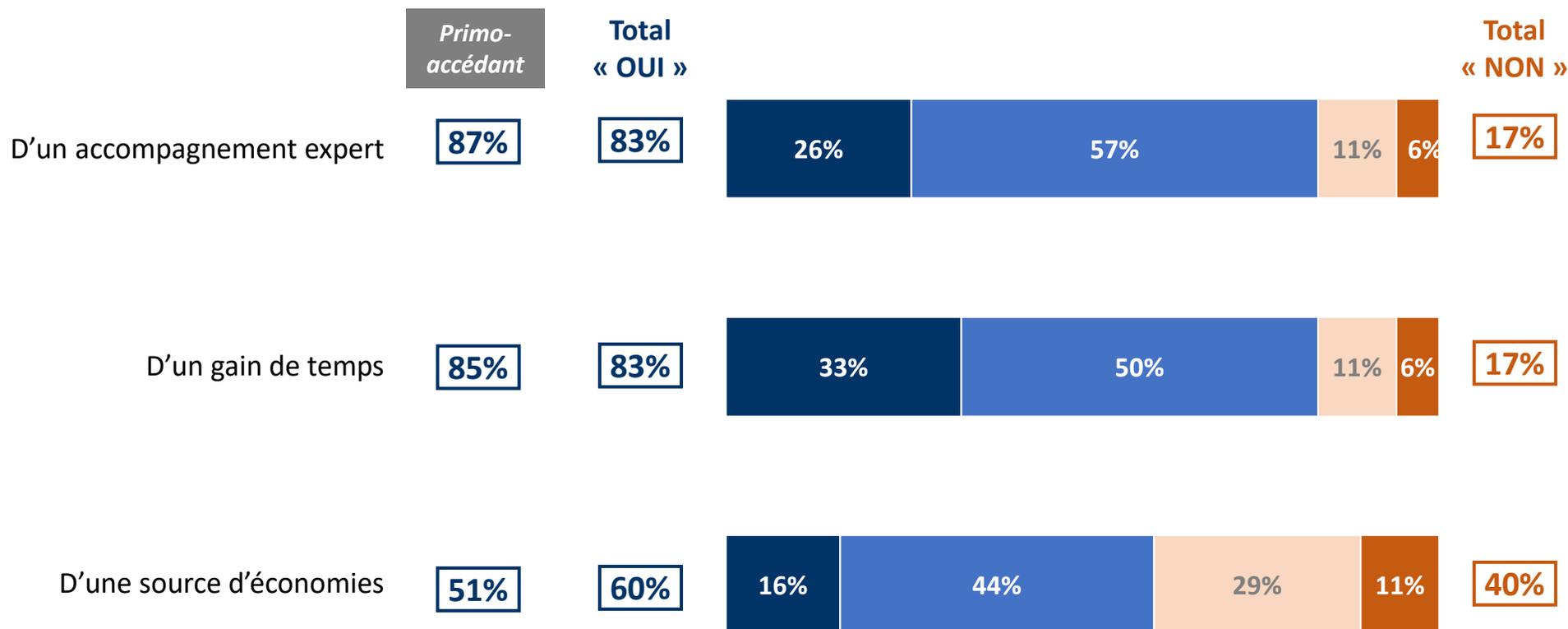
Base : question posée uniquement aux connaisseurs de courtiers, soit 87% de l'échantillon



Remise à niveau : Les courtiers en prêts immobiliers ont pour mission d'aider les futurs acquéreurs dans leurs démarches de recherche du meilleur emprunt immobilier possible. Les acquéreurs peuvent faire appel à un courtier qui se chargera de rechercher pour eux un crédit auprès des différents établissements financiers et d'obtenir les meilleures conditions sur le marché, compte tenu de leur situation financière.

QUESTION : D'après ce que vous en savez, comment décririez-vous le type de prestations délivré par les courtiers ? Il s'agit...

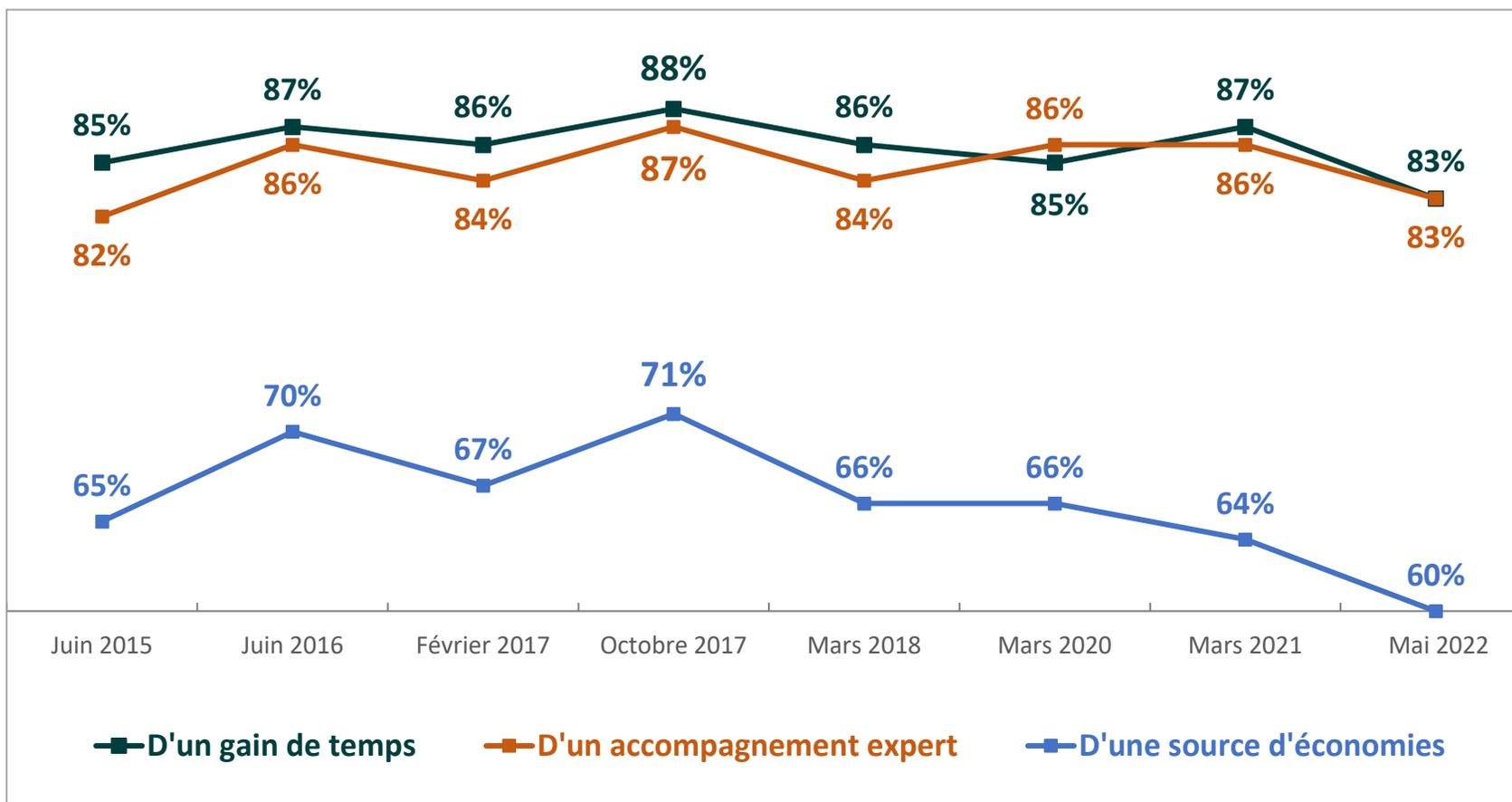
- Ensemble Mai 2022 -



■ Oui tout à fait ■ Oui plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

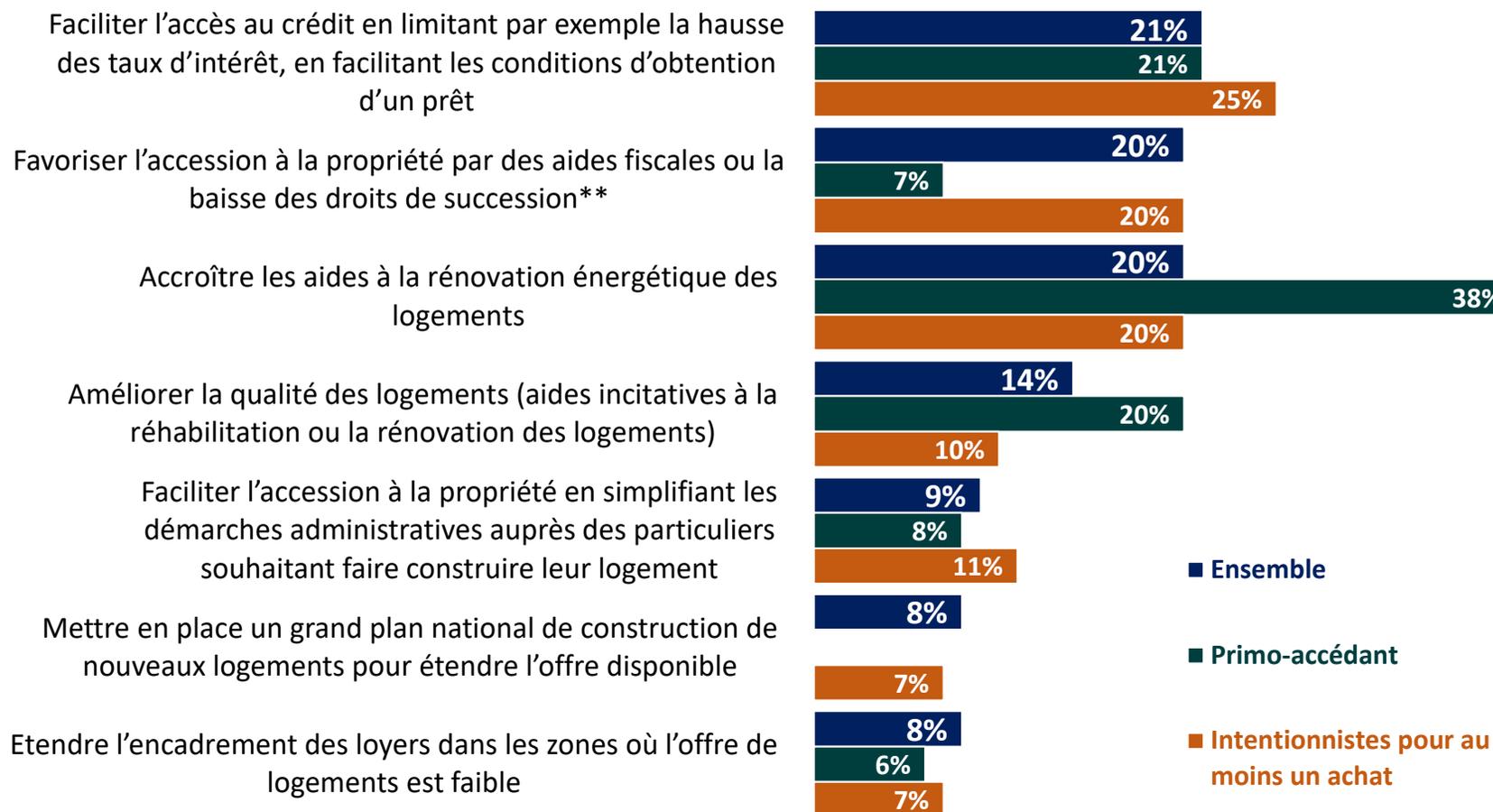
QUESTION : D'après ce que vous en savez, comment décririez-vous le type de prestations délivré par les courtiers ? Il s'agit...

- Récapitulatif : Oui -



D | Questions d'actualité sur les attentes envers la politique d'Emmanuel Macron et son nouveau gouvernement en matière de logement

QUESTION : Parmi les propositions suivantes, quelle devrait être selon vous la priorité d'Emmanuel Macron en matière de logement ?*



Rappels

Octobre 2017*

Non posé

28%

17%

18%

15%

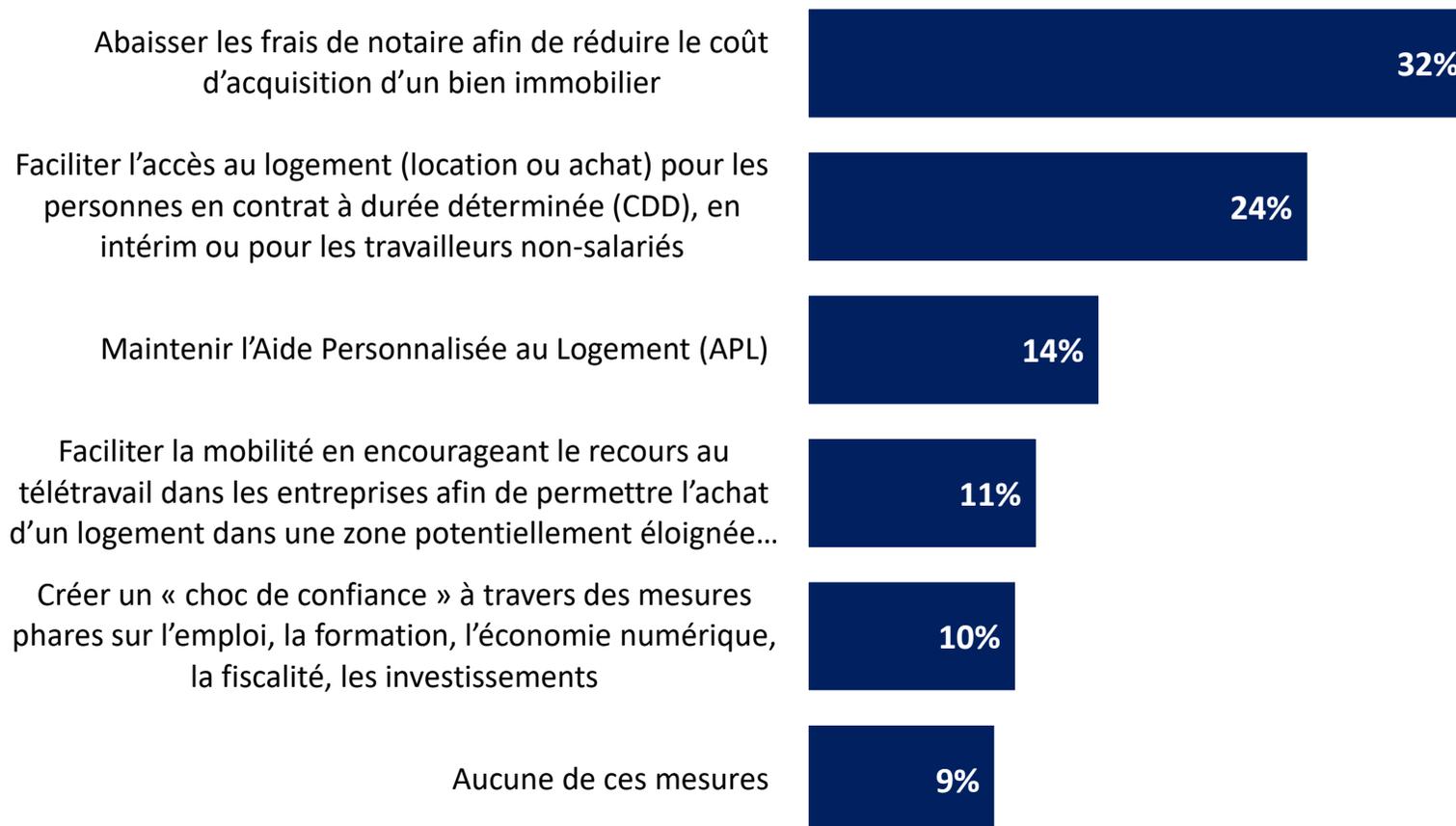
12%

9%

* En octobre 2017, l'intitulé de la question était : « Parmi les enjeux suivants, selon vous quelle devrait être la priorité du gouvernement en matière de logement ? »

** En octobre 2017, l'intitulé de l'item était : « Favoriser l'accès à la propriété par des aides fiscales ou la baisse des droits de mutation »

QUESTION : Et parmi les mesures suivantes, quelle sont selon vous celle la plus susceptible de favoriser l'accès à la propriété ?



Rappels	
Octobre 2017	
	27%
	31%
	11%
	9%
	17%*
	5%

* En octobre 2017, l'intitulé de l'item était : « Créer un « choc de confiance » psychologique de nature à remonter le moral des Français (comme des mesures phares sur l'emploi, la formation, l'économie numérique, la fiscalité, les investissements...) »

3 | Les grands enseignements

La conjoncture internationale affecte durement les Français, dont l'inquiétude à l'égard de la situation économique actuelle bondit et surpasse le niveau déjà élevé atteint en mars 2021, en pleine 3^{ème} vague du Covid.

Près de 8 Français âgés de 25 à 65 ans sur 10 (79%) considèrent que nous sommes actuellement en pleine crise économique. Ce score enregistre un bond impressionnant de +35 points en comparaison avec la précédente vague de septembre 2021 et égale le niveau record de janvier 2012. Cette hausse est cependant à relativiser dans la mesure où, en mars 2021, à l'aube du 3^{ème} confinement lié à la crise sanitaire qui a vu se refermer les établissements scolaires etc., ils étaient tout de même 72% à considérer être en pleine crise (soit 7 points seulement de moins qu'aujourd'hui). L'accalmie observée en septembre 2021 peut ainsi s'expliquer en partie par l'espoir soulevé par le recul temporaire de l'épidémie de Covid 19 et les perspectives de reprise économique (rebond de la croissance, baisse du chômage...). Actuellement, la crise internationale provoquée par le conflit russo-ukrainien et ses conséquences sur l'économie, principalement la hausse des prix que les Français n'avaient pas connu depuis longtemps, suscite un fort sentiment d'incertitude et vient rebattre les cartes et impacte encore davantage la perception et le moral des Français.

Seule une faible minorité d'entre eux (11%) considèrent en parallèle que la situation demeure préoccupante même si le pire de la crise économique semble derrière nous, 6% que la situation est difficile mais qu'elle s'améliore progressivement ; enfin, seulement 4% des interviewés sont réellement optimistes et estiment que la situation est favorable et que la crise économique est finie.

Du côté des primo-accédants, leur perception de la situation économique actuelle s'avère encore plus préoccupante dans la mesure où 92% d'entre eux considèrent que nous sommes toujours plongés en pleine crise économique (soit +13 points par rapport à l'ensemble). Parmi les plus soucieux figurent également les femmes (84%, +11pts vs les hommes), les habitants des communes rurales (83%, +10pts vs l'agglomération parisienne).

L'état d'esprit des Français se dégrade, les incitant encore un peu plus à considérer la propriété immobilière comme un idéal difficilement atteignable.

Face à cette perception alarmiste du contexte économique, 42% des Français de 25 à 65 ans déclarent que leur état d'esprit général est pire que l'année dernière, 48% déclarent qu'il n'a pas changé, et seulement 10% l'estiment meilleur. Si le ressenti des primo-accédants ne se distingue pas de la moyenne ici, on observe en revanche une augmentation de +22 points sur l'ensemble de 25-65 ans par rapport à septembre 2021 parmi ceux qui estiment que leur état d'esprit a empiré par rapport à l'année dernière – une chute de morale imputable aux raisons évoquées précédemment. Ils étaient néanmoins déjà 38% à se positionner en ce sens en mars 2021, soit un différentiel de +4 points seulement pour cette vague en comparaison avec l'état d'esprit observé lors du 3^{ème} confinement.

En réaction à cette inquiétude généralisée et à ce pessimisme ambiant, on assiste logiquement à une baisse de la part des Français estimant qu'il est aujourd'hui facile de devenir propriétaire en France (27%, contre 38% en septembre 2021, soit -11 points, et -8 points également par rapport à mars 2021). Ils ne sont en effet que 5% à considérer qu'il est « tout à fait » facile et 22% qu'il est « plutôt » facile de devenir propriétaire en France, tandis que près des ¾ (73%) estiment cela difficile, dont près d'1/4 (24%) « pas du tout » facile. Les primo-accédants se montrent ici légèrement plus optimistes, avec près d'un tiers (36%) qui soulignent la facilité d'accès à la propriété, contre deux tiers qui trouvent cela difficile (dont 16% « pas du tout » facile, -8 points par rapport à l'ensemble).

Les Français projettent leur inquiétude concernant l'impact de l'inflation sur leur pouvoir d'achat et différents investissements immobiliers

Le niveau d'inflation – généré par la crise internationale et ses répercussions sur différents éléments que sont le pouvoir d'achat, la hausse des taux d'intérêt, le prix des biens immobiliers ou encore les conditions d'accès à un crédit immobilier – constitue ainsi une source de grande inquiétude vis-à-vis d'au moins un de ces éléments pour 61% des Français interrogés, et 19% se déclarent même « très inquiets » pour tous les éléments présentés. Plus précisément, 85% témoignent être inquiets pour leur pouvoir d'achat, dont 1 Français sur 2 (50%) « très inquiet », 72% s'inquiètent pour la hausse des taux d'intérêt (dont 31% sont « très inquiets »), 71% sont également soucieux des prix de l'immobilier (dont 32% « très inquiets ») et 66% pour les conditions d'obtention d'un crédit immobilier avec pas moins de 28% des Français « très inquiets ». Ici, si les primo-accédants se veulent à nouveau plus confiants (45% n'étant très inquiets pour aucun des éléments, soit +6 points par rapport à l'ensemble), les personnes ayant l'intention d'acheter au moins un achat immobilier se montrent davantage préoccupées par les conséquences de l'inflation – 65% se révélant « très inquiets » pour au moins un des éléments testés (+4 points) et 22% très inquiets pour tous les éléments (+3 points).

Dans cette perspective, seuls 38% des Français estiment avoir les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier dont 12% « tout à fait », contre 45% en septembre 2021 et en mars 2021, soit une baisse de -7 points pour cette vague. Parmi eux, et de manière assez logique, les cadres (54%), les Français habitant dans une maison (43%), ceux ayant eu recours à un service de courtier (51%) et ceux disposant d'un niveau de revenus de 4000€ et plus par mois sont surreprésentés. Si les primo-accédants se trouvent quelque peu en retrait par rapport à la moyenne (34% estimant avoir les moyens financiers suffisants (dont 14% « tout à fait »), les intentionnistes eux, sont bien plus préparés, et sont ainsi plus d'1 sur 2 (56%) à estimer avoir les moyens, dont 20% « tout à fait ».

Les difficultés perçues à devenir propriétaires comme celles d'avoir les moyens insuffisants n'affectent pas l'attachement et la confiance dans la pierre.

Pour autant, l'intention de devenir propriétaire au cours des 5 prochaines années se maintient cette année, avec 41% de Français qui déclarent avoir l'intention d'acheter au moins un bien immobilier, soit une baisse légère de 3 points par rapport à septembre 2021 et mars 2021. Plus précisément, 30% ont l'intention d'acheter une résidence principale (-2 points), 15% un bien immobilier locatif (-1 point) et 9% une résidence secondaire (+1 point). Dans le détail, parmi les intentionnistes d'au moins un achat immobilier, les cadres (55%), les 25-34 ans (64%), les foyers avec enfants (51%) et les foyers dont les revenus dépassent les 4000€ par mois sont surreprésentés.

Toutefois, l'impact du niveau d'inflation sur les projets immobiliers se révèle significatif : près de 6 intentionnistes sur 10 (57%) déclarent que le niveau d'inflation actuel pourrait retarder leur projet d'achat immobilier, contre 11% seulement qui estiment que cela pourrait l'accélérer, et 32% qui considèrent qu'il n'aura pas d'impact. La tendance est encore plus prononcée chez les primo-accédants, qui sont 65% à anticiper que cela pourrait retarder leur projet d'achat, contre 35% qui déclarent que cela ne va ni le retarder ni l'accélérer. A noter qu'aucun d'eux ne se positionne en faveur de l'accélération d'un projet immobilier en raison de l'inflation. Les Français souhaitant acheter un bien immobilier sont donc plutôt dans l'optique de suspendre momentanément leur projet en attendant que les prix diminuent ou se stabilisent, plutôt que dans celle de renoncer complètement à devenir propriétaires.

Dans ce contexte d'inflation galopante et de moyens financiers limités des ménages, le recours à un crédit leur semble plus que jamais nécessaire malgré des conditions d'accès jugées de plus en plus difficiles.

Dans la lignée de ces diverses sources d'inquiétude en lien avec l'inflation, 62% des Français estiment – ou ont pu constater – que les conditions d'obtention d'un crédit dans le cadre d'un achat immobilier sont devenues plus difficiles – une hausse de +11 points par rapport à septembre 2021 et +4 points par rapport à mars 2021. 14% considèrent en parallèle que ces conditions n'ont pas évolué, 9% les jugent plus faciles et 15% ne se prononcent pas. Les primo-accédants et les intentionnistes pour au moins un achat – parmi les mieux placés pour évaluer ces problématiques dans la mesure où ils y sont directement confrontés – sont d'ailleurs respectivement 64% et 66% à constater un durcissement des conditions d'obtention d'un crédit.

Le crédit demeure un recours de masse : près de 4 Français sur 10 (41%) en ont actuellement un à rembourser ou ont l'intention d'en initier un dans les 6 prochains mois ; c'est logiquement le cas de l'écrasante majorité des primo-accédants (78%) et de quasiment la moitié des personnes ayant l'intention d'acheter un bien immobilier (46%). Parmi les répondants disposant ou souhaitant disposer d'un crédit se trouve également une majorité des 35-49 ans, des cadres, des foyers avec enfants, et de ceux gagnant plus de 3000 € net par mois.

Chez les répondants ayant ou souhaitant obtenir un crédit, une courte majorité (53%) estime que l'entrée en vigueur de la loi début juin 2022 – loi permettant aux emprunteurs immobiliers de résilier à tout moment et sans frais leur contrat d'assurance emprunteur -, serait de nature à les inciter à réaliser les démarches pour changer leur assurance emprunteur. Si l'assentiment est donc majoritaire, la marge de progrès est donc encore consistante. **C'est le cas pour une minorité seulement de primo-accédants (41%), signe que l'enjeu ne se joue pas tant en aval dans les conditions du contrat qu'en amont de celui-ci, lors de son obtention même.**

Les courtiers demeurent bien identifiés et leur valeur ajoutée toujours fortement soulignée.

La grande majorité des Français interrogés (87%) connaissent les courtiers en prêts immobiliers, dont, de façon plus qualitative, 64% précisément et 23% peu précisément, soit une notoriété stable par rapport à mars 2021. Le métier de courtier est connu de la quasi-totalité du cœur de cible de l'immobilier : les CSP+ (93%), les foyers aux hauts revenus (95% des foyers disposant de plus de 3000 euros de revenus nets mensuels), les personnes déjà propriétaires (94%) ou ayant l'intention de le devenir (92%), et les primo-accédants (95%). **Toutefois, et dans le contexte actuel de forte chute du pouvoir d'achat, les connaisseurs sont plus mitigés cette année sur les bénéfices de recourir à un courtier : 53% d'entre eux le voient surtout comme une économie supplémentaire (-3pts vs mars 2021), là où 47% l'associent surtout à une dépense supplémentaire.** Les primo-accédants, de nouveau, sont les plus sceptiques, seuls 43% d'entre eux envisageant le courtier comme une économie (-10pts vs moyenne).

Dans le détail, si la grande majorité des Français comme des primo-accédants continuent de souligner l'expertise et l'accompagnement des courtiers (83% pour les premiers et 87% pour les seconds), ainsi que leur efficacité en termes de temps (83% et 85%) malgré de légères baisses de ces scores depuis mars 2021. Enfin, dans une tendance similaire, 60% des Français (-4pts) et 51% des primo-accédants estiment que recourir à un courtier est synonyme d'économies.

Les dimensions financières constituent toujours de loin les deux principaux freins à l'accès à la propriété.

Au-delà des effets de la conjoncture économique inflationniste, deux tiers des Français (67%) continuent de citer la cherté du prix de l'immobilier comme principal frein (et 40% en premier) au fait de devenir propriétaire – une proportion très stable par rapport à septembre 2021 (mais +9 points par rapport à mars 2021). De la même manière, la difficulté à trouver un financement auprès d'une banque demeure le deuxième frein identifié, par 37% des Français (dont 16% en premier), un score identique à celui de septembre 2021 et mars 2021. Le manque de confiance en l'avenir (22%) et la difficulté à trouver un bien correspondant à ses attentes (24%) enregistrent tous deux une baisse par rapport à septembre 2021 (respectivement -4 points et -8 points), tandis que les frais liés à l'acquisition d'un bien sont sans surprise davantage cités lors de cette vague, à hauteur de 29% (+4 points). Le fait de devoir s'éloigner du lieu géographique où l'on habite constitue également un frein pour 18% des Français (-3 points) et, dans une moindre mesure, moins d'1 personne sur 10 cite le stress lié à cet engagement, les aides insuffisantes des pouvoirs publics pour favoriser l'accès à la propriété, le nombre de tâches administratives à réaliser, ou encore une mauvaise note au diagnostic de performance énergétique (DPE). De façon marginale, 3% citent une autre raison.

Afin de contrer ces obstacles, les Français attendent de l'Etat une politique volontariste et ambitieuse en matière de fiscalité et de rénovation énergétique, enjeu de plus en plus prégnant.

Les trois actions prioritaires d'Emmanuel Macron en matière de logement selon les Français sont les suivantes : faciliter l'accès au crédit (cité par 21% des interviewés), favoriser l'accès à la propriété par des aides fiscales ou la baisse des droits de succession (20%) et accroître les aides à la rénovation énergétique des logements (20%), seule dimension en hausse depuis la dernière élection présidentielle en 2017 alors même qu'un nouvel item a été ajouté entre temps (faciliter l'accès au crédit). Elle est plus spécifiquement mentionnée par les cadres (25%), les personnes ayant l'intention d'acheter un bien immobilier locatif (25%) et surtout les primo-accédants (38%).

Ce critère d'économie et de performance énergétique prend donc de plus en plus d'ampleur, à la fois en raison des préoccupations croissantes liées à la protection de l'environnement mais aussi et surtout probablement car la loi Climat et Résilience (2021) rend les DPE obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier et que de plus en plus de banques conditionnent l'octroi d'un prêt à cette évaluation. Ainsi, parmi ceux ayant l'intention de réaliser au moins un achat au cours des 5 prochaines années, 88% considèrent comme important le diagnostic de performance énergétique dans leur décision, dont 32% qui le considèrent « très important ». Chez les primo-accédants, le DPE semble même constituer un critère réhibitoire, dans la mesure où tous le considèrent comme important, dont 15% « très important » et 85% « plutôt important ».

Par ailleurs, les Français valorisent avant tout l'abaissement des frais de notaire (pour 32% d'entre eux) ainsi qu'un accès plus facile au logement pour les personnes aux statuts précaires (CDD, intérim ou freelances) pour favoriser l'accès à la propriété. Si seulement 11% d'entre eux mentionnent le fait d'encourager le recours au télétravail afin de faciliter la mobilité géographique, cette proportion grimpe à 27% chez les primo-accédants, 22% chez les cadres et 15% chez les 25-34 ans.